



© CADIEU / NANA

Maternelle : attention au départ

La France a longtemps été en tête des politiques d'accueil de la petite enfance. Un choix social qui a permis de scolariser massivement les petits et de faire de notre pays un exemple. Pascale Garnier pointe cependant les effets pervers de cette politique massive qui a basculé dans une logique trop scolaire plutôt que de considérer l'histoire et la globalité des petits. Là est la nouvelle voie pour mieux accueillir et, au bout du compte, mieux aider les enfants à réussir.

L'enfant de maternelle n'est pas seulement un élève

Ce n'est pas un plébiscite mais cela y ressemble. Un sondage Snuipp auprès des enseignants de maternelle montre que plus de 70% d'entre eux sont satisfaits des nouveaux programmes entrés en vigueur en septembre 2015. Sans doute parce qu'il insiste sur une éthique où l'enseignant n'est pas là pour « déverser » un savoir, mais pour développer ce que savent les enfants et soutenir leur développement dans toutes ses dimensions. Pascale Garnier, qui regrette le chemin emprunté depuis quarante ans par la France, voit dans ces nouveaux programmes l'occasion de changer les attitudes et les objectifs. Reste cependant l'épineux problème de la formation : « On voit bien, dit la sociologue et chercheuse, que la formation spécifique à l'école maternelle s'est

effacée. Il faut de la didactique des apprentissages scolaires, mais surtout il faut savoir comment se construisent les jeunes enfants. Ce sont des compétences professionnelles qui sont peu considérées dans la formation. Il y avait avant des modules "maternelle" obligatoires en École normale. Aujourd'hui, des professeurs stagiaires en Master 2 peuvent ne pas avoir de contact, ou trop peu, avec la maternelle, car ils sont opérationnels sur le terrain à mi-temps et le temps qui reste pour la formation est restreint. L'équilibre était mieux préservé avec les IUFM entre stages, ateliers, cours. On constate que des enseignants stagiaires ou débutants se sentent démunis et tendent à reproduire ce qui convient à des élèves plus âgés. Il y a un travail sur la professionnalité en maternelle à faire, pour mieux prendre en compte ses spécificités. »



« Les attentes scolaires trop précoces renforcent les inégalités »

PASCALIE GARNIER

Docteure en sociologie, professeure en sciences de l'éducation (laboratoire EXPERICE, Paris 13-SPC), Pascale Garnier travaille pour la formation des enseignants depuis 1983. Ses recherches portent sur la petite enfance, le corps, les pratiques professionnelles, le partenariat avec les familles et les politiques éducatives. Elle a coordonné le groupe d'experts chargé de rédiger le projet du programme pour l'école maternelle de 2015. Elle a publié, entre autres, « Sociologie de l'école maternelle » (PUF, 2016) et sort en 2017 « Recherches avec les jeunes enfants : perspectives internationales » (Peter Lang)



© MIRA / ANA

La France a conduit, depuis les années 70, une politique forte et globale concernant l'accueil des petits : quelle en est encore la portée ?

PG. L'école maternelle française a été en pointe dans le développement de l'accueil des enfants. Dès les années 70, la quasi totalité des enfants de 5 ans étaient accueillis à l'école maternelle. C'était une exception, sauf par rapport à la Belgique. C'était le résultat d'une politique forte, qui, rappelons-le était relayée par des Inspectrices spécialisées pour la maternelle. Au milieu des années 1990, un

relles avec un encadrement renforcé composé d'enseignants, d'Atsem et d'éducateurs de jeunes enfants. Mais, outre le coût, il fallait une très bonne coordination qui n'a pas eu lieu.

Des résultats sont-ils cependant au rendez-vous ?

PG. Pour vraiment agir et avoir des résultats il faut des stratégies et des recherches, qui jusqu'à présent restent peu développées. On est par exemple toujours incapables de faire l'inventaire des classes-passerelles : combien

sont-elles ? Nous ne disposons pas de données précises, même si des choix et des expériences continuent d'être menées comme à Lille

où les classes de 2-3 ans ont été transformées en classes-passerelles, ce qui permet un accueil global adapté. En particulier pour des enfants migrants et des milieux populaires, cela offre une qualité d'accueil meilleure, doublée d'un travail avec les parents. On sait en revanche qu'en 2014, seuls 4% des enfants de 2-3 ans étaient accueillis dans des classes de toute petite section. Tous les autres sont mélangés avec des enfants plus grands, majoritaires, dont ils doivent suivre l'organisation de la classe, même si des temps et des activités spécifiques leur sont proposés.

« En 2014, seuls 4% des enfants de 2-3 ans étaient accueillis dans des classes de toute petite section. »

nouveau palier est franchi avec 100% des enfants de 3 à 6 ans accueillis. Cette politique a cependant des faiblesses : la ligne de partage, qui existe entre les 0-3 ans et les 3-6 ans. Car ces deux populations sont prises en charge de manière différente par des administrations différentes : le ministère de la Famille et le ministère de l'Éducation nationale. Il en résulte un manque de souplesse, un écart des objectifs et des mises en œuvre. Sur ces 40 dernières années, ce manque de coordination a été illustré par la pré-scolarisation des enfants de 2-3 ans : en 1990 l'on crée des classes-passe-

La position de leader de l'éducation française est-elle toujours une réalité ?

PG. Alors que dans un premier temps la France était en avance, les autres pays ont commencé à réagir et à rattraper leur retard.

Ces autres pays, notamment norvégiens, ont développé des politiques petite enfance intéressantes. Et ils l'ont fait en évitant l'écueil du système français avec la division existant entre les 0-3 ans et les 3-6 ans. Leur politique est plus souple et moins scolaire. En Norvège par exemple où l'accueil commence à 1 an, à l'issue du congé parental, tous les enfants sont accueillis dans les mêmes structures, avec un taux d'encadrement important : 3 adultes pour 18 enfants entre 3 et 6 ans. Et c'est un système qui est très largement public.

Comment réagir et négocier le tournant qu'impose ce constat ?

PG. La réussite scolaire de tous reste un objectif essentiel, à condition de ne pas mettre la pression dès la maternelle. La question de son rôle dans les inégalités est posée depuis les années 70. Et la réponse, depuis cette époque, n'a été mise que sur le côté scolaire, pour mieux préparer à l'école élémentaire. En fait, les résultats des comparaisons internationales montrent

que la France est de plus en plus inégalitaire : elle met la charrue devant les bœufs. Depuis les années 1980, les inégalités ne cessent de se creuser en mettant trop de poids sur des attentes scolaires trop précoces qui ne manquent pas de stigmatiser une

« L'enfant arrive en maternelle avec une histoire, des compétences, et il faut partir de là. »

partie des enfants qu'on dit « peu performants » dès la petite section. En privilégiant la préparation à l'école élémentaire, on oublie par exemple que la maîtrise de la langue, c'est d'abord des situations de communication, verbales et non-verbales, qui ont du sens pour les enfants. Au lieu de ces attentes d'emblée scolaires, il faut insister sur le vécu de l'enfant. L'enfant arrive en maternelle avec une histoire, des compétences, et il faut partir de là. C'est une chose à valoriser car l'enfant arrive déjà riche de tout un vécu. Et, au cours de l'école maternelle, c'est toute une dynamique entre le développement et les apprentissages qu'il faut favoriser, pas seulement des savoirs objectifs mais aussi les savoir-faire émotionnels et relationnels qui sont essentiels aujourd'hui. Il faut donc des enseignants qui prennent le temps d'observer des enfants, d'être à leur écoute. **PROPOS RECUEILLIS PAR JACQUES CORTIE**

